

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Est-ce-qu-une-revolution-est-impensable>

Est ce qu'une révolution est impensable ?

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : vendredi 28 février 2020

Description :

Est ce qu'une révolution est impensable ? Le néolibéralisme consiste à briser le consensus social d'après-guerre. Il n'est pas disposé à négocier sur ce sujet et il n'y a pas de solution électorale à cela. Seuls l'imagination, l'audace et le rêve (...) Rafael Poch de Feliu

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le néolibéralisme consiste à briser le consensus social d'après-guerre. Il n'est pas disposé à négocier sur ce sujet et il n'y a pas de solution électorale à cela. Seuls l'imagination, l'audace et le rêve nous permettent de sonder et d'anticiper ce qui par définition est toujours inattendu.

La grève française contre l'involution que le président Macron encourage actuellement dans le système des retraites, languit. Nous protestons depuis plus de dix semaines et de fait la capacité à faire grève baisse. Moins d'arrêts de travail, et moins de personnes dans les manifestations syndicales. Mais comment lire ce fait ? Sûrement au gouvernement, à l'Élysée et en général dans les cercles du pouvoir, on lit cela avec soulagement. Ils se souviennent de ce qui s'est passé avec les manifestations précédentes, les débuts de *Nuit debout* ou le mouvement contre la réforme du travail (involution) pendant la présidence de François Hollande, et en déduisent que maintenant aussi la protestation s'est dégonflée. Déroute ? Résignation ? Je ne voudrais pas prendre mes souhaits pour des réalités, mais je ne crois pas qu'à l'Élysée, ils aient des raisons de se tranquilliser. Tourner la page et continuer avec la sienne, en se concentrant, par exemple, sur les élections municipales à venir et sans conséquence, quand il semble que dans la marmite mijote à petit feu la substance du mécontentement ?

Il y a moins de monde dans la rue, oui, mais les enquêtes confirment que l'opposition à l'involution du système de retraite, l'un des piliers du consensus social développé dans l'après-guerre, ne diminue pas, mais augmente. 67% des français demandent un référendum sur la question et même le Conseil d'État a critiqué « la fausse promesse d'un régime (de retraite) universel » que Macron vend. La violence policière inhabituelle que des centaines de milliers de citoyens ont subie ou observée en direct, a fini par être thématisée même par les médias de « l'establishment », contrôlés principalement par l'oligarchie financière et les super-riches. On se demande ce qui est le mieux, la devise habituelle de « *Tout le monde déteste la police* », ou une autre du genre, « *camarade policier, rejoignez-nous !* » (En fait, le gouvernement a convenu d'un régime de retraite spécial pour les policiers, au cas où).

Le fait fondamental n'est pas qu'il y ait moins de monde dans les manifestations syndicales, mais que depuis 2014, la température sociale n'a cessé de monter en France. La question fondamentale est de savoir si la colère de base, latente ou manifeste, finira par exploser. Si les gens en colère feront un autre pas pour transformer ce qui est latent et passif en une explosion sociale active et énergique. Les syndicats, conçus pour négocier, ne servent pas dans une situation où le pouvoir n'a rien à négocier.

Il est évident qu'il n'y a pas de cadre de négociation. Le néolibéralisme consiste précisément dans la rupture du consensus social d'après-guerre. Et il n'y a pas de solution électorale à cela. Cela ne peut être modifié que par la force. Depuis la campagne électorale française de 2017, il est clair que dans le meilleur scénario d'un changement politique institutionnel défavorable au néolibéralisme en France - l'hypothèse d'une victoire électorale du seul candidat de gauche, Jean-Luc Mélenchon, qui a récolté 20% des votes au premier tour en 2017 - l'affaire se serait soldée par un échec retentissant. Si Mélenchon avait essayé de changer des choses fondamentales, en appliquant son programme de transformation sociale et écologique, le pouvoir financier, national et international, et les médias à leur service auraient organisé une pression totale pour le renverser ou le transformer en un nouvel Alexis Tsipras, c'est-à-dire en le forçant à faire le contraire de ce pourquoi il a été élu et le menant à une trahison pure et simple au nom du réalisme et du pragmatisme.

Alors, par la force ? Mais qui est prêt dans nos sociétés modernes, où presque tout le monde a quelque chose à perdre, à affronter, à risquer d'être arrêté, emprisonné et jugé pour avoir violé la loi qui défend l'ordre établi et ses institutions dont la violence est extrême quand on les remet en question ? Qui ne craint pas la violence ? Moi, je ne suis certainement pas disposé à attaquer un poste de police, par exemple. J'ai beaucoup à perdre et je ne le ferai

Est ce qu'une révolution est impensable ?

jamais. Jamais ? Mais, si à mes côtés il y avait 100 000 personnes unies dans ce but, cela ne serait plus une affaire personnelle. Ce ne serait même pas une entreprise risquée. C'est ainsi que les postes de police de la police détestée et corrompue du Caire ont été pris d'assaut, bien que l'affaire ait mal terminé.

La conscience de la faiblesse est ce qui sous-tend la peur, mais que se passe-t-il lorsque la colère éclate, devient massive et hégémonique et l'ordre établi s'écroule comme un château de cartes. Comme le rappelle Frédéric Lordon, citant nombre de ces exemples, seule la révolte générale surmonte la peur, lorsque les institutions cessent d'être sacralisées. Bref, est-ce une révolution impensable ? Un changement social fondamental est-il imaginable dans la structure du pouvoir et dans l'organisation de la société, imposé par la force d'une majorité convaincue qu'il n'y a pas de solution institutionnelle possible aux problèmes urgents dont on souffre ? Est-ce souhaitable ?

Quant à la pensée, nous vivons encore dans l'ère rétro de François Furet dans laquelle la Révolution est égale à la terreur et à la matrice de la dictature, mais dans le ron-ron de son mécontentement et face à la preuve qu'il n'y a pas de négociation possible ou de sortie électorale, pour mettre fin à l'involution en cours, il est logique que toute cette idéologie soit reconsidérée. Et cela se passe en France. Est-ce significatif ? Il faudra voir...

Je me souviens dans ce contexte d'une interview réalisée en 2016 avec l'historien français Pierre Serna, de l'Institut d'Histoire de la Révolution française (IHRF) de la Sorbonne. Il y avait alors à Paris une pétition d'historiens pour donner le nom de Robespierre, figure diabolisée, à une rue. La droite a refusé. L'Incorruptible est celui qui a placé les droits sociaux au centre de la scène. Il a introduit dans la Constitution de 1793, la plus démocratique, l'invention de la pension de retraite, de la sécurité sociale, des subventions pour les familles de plus de trois enfants, des foyers pour mères célibataires ou le droit au travail dans des conditions moins dégradantes. Il s'est opposé aux colonies et à l'esclavage. C'est clair pourquoi il a endossé, et lui seul, la terreur et la dictature : « pour escamoter le social », a expliqué Serna.

Le professeur avait une idée très novatrice de la Révolution Française, comme quelque chose inscrit dans un long processus inachevé qui fait partie d'un conglomérat atlantico-universel, dans lequel la France est indissociable des États-Unis et d'Haïti. « *Chaque révolution est une guerre d'indépendance, la période moderne est autant l'histoire d'une révolution permanente que celle de la construction des États* ». Et c'est avant tout un « *processus de décolonisation* » en cours, inachevé, ouvert et porteur d'avenir, a-t-il dit.

Bien qu'aujourd'hui nous ayons tendance à parler de « révolution » avec une certaine légèreté, désignant comme tels de simples coups d'État, des opérations de changement de régime favorisées par les pouvoirs, ou des mouvements de protestation civile plus ou moins importants, la Révolution est toujours là, accroupie et toujours inattendue par définition. L'idée que les deux siècles et demi de révolution initiée par la Révolution anglaise ([1642-1651](#) / [1688-1689](#)) se sont conclus dans les années 1970 avec la fin de l'ère industrielle, est erronée et eurocentrique, a expliqué Serna. Les révolutions commencent à la périphérie, car maintenant dans des endroits comme la Tunisie, ils ont besoin que les gens sortent dans la rue et à un moment donné, les forces de l'ordre, les militaires, changent de camp. Aux États-Unis, comme le montre la question noire, et en France où « le lien entre la République et la démocratie est rompu », la révolution est « inachevée », a-t-il dit.

« Les matières premières, l'extractivisme, sont devenus l'esclavagisme du XXe siècle », a expliqué ce professeur, mettant en avant quelque chose auquel de nombreux adolescents souscrivent aujourd'hui chaque vendredi. Quand on a dit en février 1794 qu'on ne voulait plus aucun esclavage, on a parlé de folie du point de vue de la façon dont l'argent était gagné, de la façon dont le coton, le café et le sucre étaient consommés sur la destruction de l'Inde et le massacre Latinoaméricain et les esclaves. La remise en cause de l'esclavage, comme aujourd'hui de l'extractivisme, détermine un nouveau mode de fonctionnement. La révolution est l'imposition d'un nouveau bon sens qui brise les bases de l'ancien ordre.

Est ce qu'une révolution est impensable ?

Si la loi des révolutions du XVIIIème siècle, révolutions qui naissent en périphérie qui vont au centre (de l'empire colonial à la métropole, de la province française à Paris), se traduit aujourd'hui, le vecteur de la Tunisie devrait pointer vers le nouveau centre mondial déplacé vers l'est : vers la Chine, avec son immense classe ouvrière. Une Chine avec une démographie ancienne, dans le rôle de révolutionnaire ? Pourquoi pas : la révolution est l'impensable par définition, qui a imaginé l'abolition de la monarchie en 1789, voire plus, l'abolition de l'esclavage, moteur de l'économie mondiale, par les députés en 1794 ?

Penser l'impensable, c'est s'ouvrir à des scénarios comme celui d'une population âgée radicalisée en Europe du fait de la dégradation / suppression des retraites en cours. C'est l'époque des yoyoflutas : « Les vieux bien préservés par les progrès de la science, seront-ils dépossédés, ou rejoindront-ils la jeunesse stigmatisée et sans avenir de la périphérie urbaine ? » se demanda Serna. Une révolution européenne contre l'UE néolibérale sans l'existence d'un peuple européen ? « Le peuple français n'existait pas non plus en 1789. Ils l'ont inventé », a expliqué Serna. Seuls l'imagination, l'audace et le rêve nous permettent de sonder et d'anticiper ce qui par définition est toujours inattendu.

Rafael Poch de Feliu * pour son [Blog personal](#)

[Rafael Poch de Feliu](#). Catalunya, 20 février 2020.

* **Rafael Poch-de-Feliu** a été durant plus de vingt ans correspondant de « *La Vanguardia* » à Moscou à Pékin et à Paris. Avant il a étudié l'Histoire contemporaine à Barcelone et à Berlin-Ouest, il a été correspondant en Espagne du « *Die Tageszeitung* », rédacteur de l'agence allemande de presse « *DPA* » à Hambourg et correspondant itinérant en Europe de l'Est (1983 à 1987). [Blog personnel](#). Auteur de : « La Gran Transición. Rusia 1985-2002 » ; « [La quinta Alemania](#). Un modelo hacia el fracaso europeo » y de « [Entender la Rusia de Putin](#). De la humiliación al restablecimiento ».

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 26 février 2020

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.